

## MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

## JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 76-1330 du 31 décembre 1976 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'institut national du sport et de l'éducation physique.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, du ministre de la qualité de la vie et du secrétaire d'Etat aux universités,

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, et notamment son article 8 ;

Vu la loi n° 54-405 du 10 avril 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour l'exercice 1954, et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 25 octobre 1935 instituant le contrôle financier des offices et établissements publics autonomes de l'Etat ;

Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif, modifié par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies des recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971 ;

Vu le décret n° 64-658 du 29 juin 1964 portant organisation du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, modifié par les décrets n° 69-214 du 3 mars 1969 et n° 73-694 du 11 juillet 1973, relatif aux établissements nationaux de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret modifié n° 66-619 du 10 août 1966 relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'éducation nationale ;

Après avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'institut national du sport et de l'éducation physique, ci-après dénommé I. N. S. E. P., créé par l'article 8 de la loi susvisée du 29 octobre 1975, est un établissement public de l'Etat à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

TITRE I<sup>er</sup>

## Organisation administrative.

Art. 2. — L'I. N. S. E. P. est administré par un conseil d'administration et par un directeur.

Art. 3. — Le conseil d'administration comprend :

## 1° Six membres de droit.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ;

Un représentant permanent du ministre de l'économie et des finances ;

Un représentant permanent du ministre de l'éducation ;

Un représentant permanent du ministre chargé des universités ;  
Le chef des services de l'équipement du ministère chargé de la jeunesse et des sports.

Le sous-directeur de l'administration générale du ministère chargé de la jeunesse et des sports.

## 2° Six membres siégeant en raison de leur compétence.

Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Cinq membres désignés par le ministre chargé de la jeunesse et des sports.

## 3° Six membres élus par catégorie au scrutin majoritaire à un tour au sein de l'établissement.

Deux représentants des personnels enseignants ;

Un représentant des personnels administratifs ;

Un représentant des personnels techniques et de service ;

Un représentant des stagiaires en cours de stage ;

Un représentant des professeurs préparant le diplôme de l'institut.

Chaque membre élu peut être représenté par un suppléant élu dans les mêmes conditions. Les membres de droit peuvent se faire représenter par un suppléant permanent désigné par arrêté du ministre dont ils dépendent. Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en l'absence des membres titulaires.

Le directeur, le contrôleur financier et l'agent comptable de l'établissement ainsi que le sous-directeur des activités sportives, le sous-directeur de l'éducation physique et sportive, le chef du bureau des établissements et le chef du bureau médical du ministère chargé de la jeunesse et des sports assistent aux réunions du conseil avec voix consultative.

Peut également assister avec voix consultative aux séances du conseil toute personne dont il apparaîtrait utile au président du conseil d'administration de recueillir l'avis.

Art. 4. — Le président et le vice-président du conseil d'administration sont désignés par le ministre chargé de la jeunesse et des sports parmi les membres de ce conseil d'administration, après consultation de celui-ci.

Art. 5. — Le mandat des membres est de trois ans, à l'exception de celui des représentants des stagiaires et des professeurs préparant le diplôme de l'institut qui est d'un an.

Tous les mandats de membre de conseil d'administration sont renouvelables.

Les membres du conseil exercent leurs fonctions à titre gratuit. Ils peuvent se faire rembourser les frais de déplacement et de séjour exposés à l'occasion des réunions du conseil dans les conditions fixées par le décret susvisé du 10 août 1966.

Lorsqu'un membre du conseil cesse pour quelque cause que ce soit de pouvoir exercer son mandat, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance survient moins d'un mois avant la date prévue pour le renouvellement.

Art. 6. — Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président ou à la demande du ministre chargé de la jeunesse et des sports. Il peut être également réuni à la demande de la majorité de ses membres. L'ordre du jour est fixé par le président.

Les délibérations du conseil ne sont valables que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué à nouveau dans un délai de quinze jours au plus et peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Les procès-verbaux des délibérations sont consignés dans un registre spécial.

Un exemplaire de chaque procès-verbal signé par le président est adressé dans les quinze jours au ministre chargé de la jeunesse et des sports qui en accuse réception dans les huit jours.

Art. 7. — Le conseil d'administration délibère sur :

1° Le règlement intérieur de l'établissement ;

2° L'organisation générale de l'établissement ;

3° Les objectifs et le programme d'activité, ainsi que la réalisation de ces objectifs, notamment par l'étude du rapport d'activité établi chaque année par le directeur ;

4° Le budget et ses décisions modificatives ;

5° Le compte financier, l'affectation des résultats et l'utilisation des fonds de réserve ;

6° Le taux des redevances dues à l'établissement et des prestations qu'il fournit ;

7° L'acceptation des dons et legs ;

8° Les actions en justice, les litiges et les transactions ;

9° L'acquisition, l'aliénation ou la location des biens immobiliers ;

10° Et généralement les questions qui sont de sa compétence en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des décrets susvisés des 10 décembre 1953 et 29 décembre 1962.

Le conseil peut déléguer certains pouvoirs, à l'exclusion du vote du budget et du compte financier, au directeur.

Art. 8. — Les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires à l'expiration du mois qui suit la date de réception de l'accusé de réception du procès-verbal, à moins que dans ce délai le ministre chargé de la jeunesse et des sports n'y fasse opposition.

Le budget, les décisions modificatives, le compte financier et les emprunts sont approuvés par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse et des sports et du ministre de l'économie et des finances.

Toutefois, les décisions modificatives ne sont soumises à approbation que si :

- a) Elles entraînent une modification du montant total du budget ;
- b) Elles comportent des virements de crédits des chapitres de personnel aux chapitres de matériel ;
- c) Elles entraînent des virements de crédits entre la section de fonctionnement et la section des opérations en capital.

Les autres décisions modificatives deviennent exécutoires après approbation du contrôleur financier.

Art. 9. — Le directeur de l'I. N. S. E. P. est nommé par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration. Il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile. Il est autorisé à ester en justice par le conseil d'administration.

Il assure la gestion administrative, technique, pédagogique et financière de l'établissement dont il ordonnance les dépenses et les recettes.

Il recrute le personnel et nomme aux fonctions pour lesquelles aucun autre mode de nomination n'est prévu. Il a autorité sur le personnel.

Il prépare le règlement intérieur et rend compte de sa gestion au conseil d'administration.

Art. 10. — L'organisation interne de l'I. N. S. E. P. est fixée par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 11. — L'I. N. S. E. P. délivre des diplômes et brevets dont les modalités de préparation et d'attribution sont fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports et, éventuellement, des autres ministres intéressés.

## TITRE II

### Organisation financière.

Art. 12. — L'I. N. S. E. P. est soumis au régime financier et comptable défini par les articles 14 à 25 du décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 et 151 à 189 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ainsi que par l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 relatif à la responsabilité des comptes publics.

Art. 13. — L'I. N. S. E. P. est soumis au contrôle financier prévu par le décret susvisé du 25 octobre 1935. Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances, assure le contrôle de l'établissement public. Les modalités d'exercice de ce contrôle sont, en tant que de besoin, fixées par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 14. — L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 15. — Les ressources de l'I. N. S. E. P. comprennent notamment :

- 1° Les subventions allouées par l'Etat, les collectivités et les établissements publics ;
- 2° Les versements et contributions effectués au titre des prestations fournies et les produits des conventions d'enseignement ou de recherche conclues avec tous organismes publics ou privés ;
- 3° Les produits de la location des diverses installations et des compétitions ;
- 4° Les produits de la vente des publications et des éditions audiovisuelles ;
- 5° Les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 6° Les dons et legs ;
- 7° Le produit des emprunts ;
- 8° Les sommes pouvant être perçues au titre de la formation permanente.

Art. 16. — Les dépenses de l'I. N. S. E. P. comprennent notamment les frais de personnels propres à l'établissement, de fonctionnement, d'équipement et d'entretien, d'hébergement, les versements faits aux organismes publics ou privés en exécution des conventions d'enseignement ou de recherche.

Art. 17. — Des régies de recettes et de dépenses peuvent être créées dans les conditions prévues par le décret susvisé du 28 mai 1964.

Art. 18. — Les marchés sont passés et exécutés dans les formes et conditions prescrites pour les marchés de l'Etat.

## TITRE III

### Dispositions diverses et transitoires.

Art. 19. — L'institut national des sports et l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive cessent de fonctionner à la date d'entrée en vigueur du présent décret. Leurs biens, droits et obligations sont, à cette date, transférés de plein droit à l'I. N. S. E. P.

Art. 20. — Sont abrogés le décret n° 73-359 du 26 mars 1973 relatif à l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive et toutes autres dispositions contraires au présent décret.

Art. 21. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation, le ministre de la qualité de la vie, le secrétaire d'Etat aux universités et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Fait à Paris, le 31 décembre 1976.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la qualité de la vie,*

VINCENT ANSQUER.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,*

MICHEL DURAFOUR.

*Le ministre de l'éducation,*

RENÉ HABY.

*Le secrétaire d'Etat aux universités,*  
ALICE SAUNIER-SEITÉ.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,*

MAURICE LIGOT.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

Décret n° 77-46 du 18 janvier 1977 relatif à l'attribution d'une indemnité de charges administratives aux inspecteurs principaux de l'enseignement artistique.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat à la culture,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 22 ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Une indemnité annuelle de charges administratives, non soumise à retenues, peut être allouée aux inspecteurs principaux de l'enseignement artistique.

L'attribution de cette indemnité est liée à l'exercice effectif des fonctions d'inspection.

Art. 2. — Le montant de l'indemnité prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est fixé par arrêté conjoint du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, du secrétaire d'Etat à la culture et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique.

Art. 3. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le secrétaire d'Etat à la culture et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé